

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice



Ministère des Finances

**Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
Direction des Etudes et du Système D'information**

**RAPPORT
SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
(ROFE)**

ANNEE 2012

FEVRIER 2013

SOMMAIRE

INTRODUCTION -----	3
1. RECETTES -----	4
1.1 Recettes Fiscales-----	5
1.1.1 <i>Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues</i> -----	5
1.1.2 <i>La répartition des performances par nature</i> -----	6
1.2 Recettes non fiscales et dons-----	8
2. DEPENSES -----	11
2.1 Les dépenses de fonctionnement -----	12
2.2 Dépenses d'investissements -----	14
3. SOLDES -----	15
4. FINANCEMENT -----	11
4.1 Financement intérieur -----	18
4.2 Financement extérieur -----	19
5. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE -----	20
5.1 Classification Générale-----	20
5.2 Dépenses de la lutte contre la pauvreté -----	21
ANNEXES -----	22
ANNEXE 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour l'année2012----	23
ANNEXE 2 : Classification fonctionnelle	28

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris) -----	4
Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes -----	5
Graphique 3 : Performance détaillée des recettes fiscales -----	6
Graphique 4 : Evolution des recettes fiscales de l'année 2012 -----	7
Graphique 5: Performances globales des recettes non fiscales et dons-----	8
Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons -----	9
Graphique 7: Evolution des recettes non fiscales pour l'année 2012-----	10
Graphique 8: Evolution des dépenses et prêts nets durant l'année -----	11
Graphique 9: Performance des dépenses de fonctionnement -----	12
Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement de l'année -----	13
Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissements pour l'année -----	14
Graphique 12: Comportement des soldes -----	16
Graphique 13: Evolution mensuelle des soldes -----	17
Graphique 14: Comportement du financement intérieur -----	18
Graphique 15: Comportement du financement extérieur -----	19
Graphique 16: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle -----	20
Graphique 17: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté-----	21

INTRODUCTION

La Mauritanie s'est engagée dans un nouveau programme avec le Fonds monétaire international (FMI) depuis le 15 mars 2010. Plusieurs revues de l'accord triennal de la facilité élargie de crédit ont eu lieu à Nouakchott. Tous les rapports de l'équipe du FMI ont conclu à la bonne stabilité macro-économique du pays et au progrès des réformes structurelles engagées.

C'est dans ce cadre que le gouvernement mauritanien s'est engagé entre autres à élaborer un Tableau Mensuel des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) extrait de la balance générale des comptes de l'Etat.

Le présent rapport annuel a pour objet d'explicitier et de compléter les TOFE publiés mensuellement.

Ce rapport synthétise l'exécution budgétaire au cours de l'année 2012. Il décrit l'évolution des grandeurs budgétaires d'un mois à l'autre et mesure les performances par rapport aux critères du programme d'exécution convenus avec les services du FMI et conformes aux lois de finances de l'année 2012 (LFI et LFR).

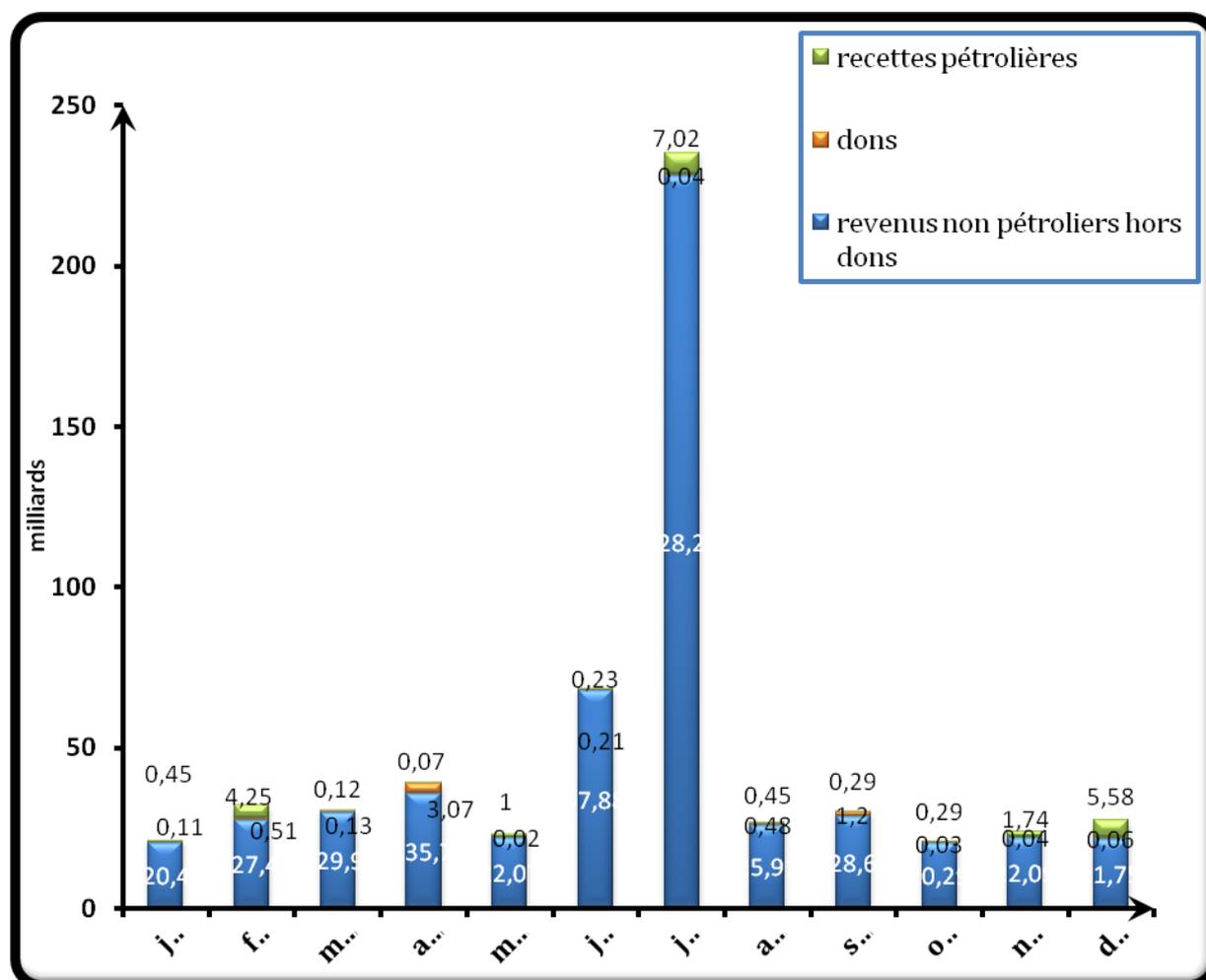
Il traite aussi en détail les dépenses de l'Etat, qui sont analysées tout d'abord selon la classification standard (économique), et ensuite selon la nomenclature fonctionnelle d'où sont isolées et présentées les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté.

1. RECETTES

Les recettes totales de l'Etat pour l'année 2012 s'élèvent à 378,40 milliards d'ouguiya. Elles se situent au-dessus des prévisions pour cette année qui étaient fixées à 375,19 milliards ouguiya. Ce bon résultat est dû pour l'essentiel au dynamisme des recettes fiscales, qui s'établissent à 250,50 milliards d'ouguiya, soit une hausse de 36 % par rapport à l'année 2011 (183,7 milliards) et tout en dépassant les prévisions du programme de près de 10 %.

Quant aux recettes non fiscales, elles ont connu une régression par rapport à l'année précédente (99,06 milliards en 2012 contre 109,77 milliards en 2011) et ont été en dessous des objectifs du programme qui se fixaient à 109,27 milliards.

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris)



Le graphique 1 illustre les tendances des recettes totales (dons et pétrole compris) durant l'année.

Le graphique montre la faiblesse des dons à l'exception du mois d'avril.

Les recettes pétrolières sont demeurées modestes durant l'année 2012 sauf pour les mois de février, juillet et décembre où visiblement le produit d'une vente a été encaissé.

Les autres recettes ou les revenus non pétroliers hors dons se sont par contre très bien comportés en particulier au mois de juillet.

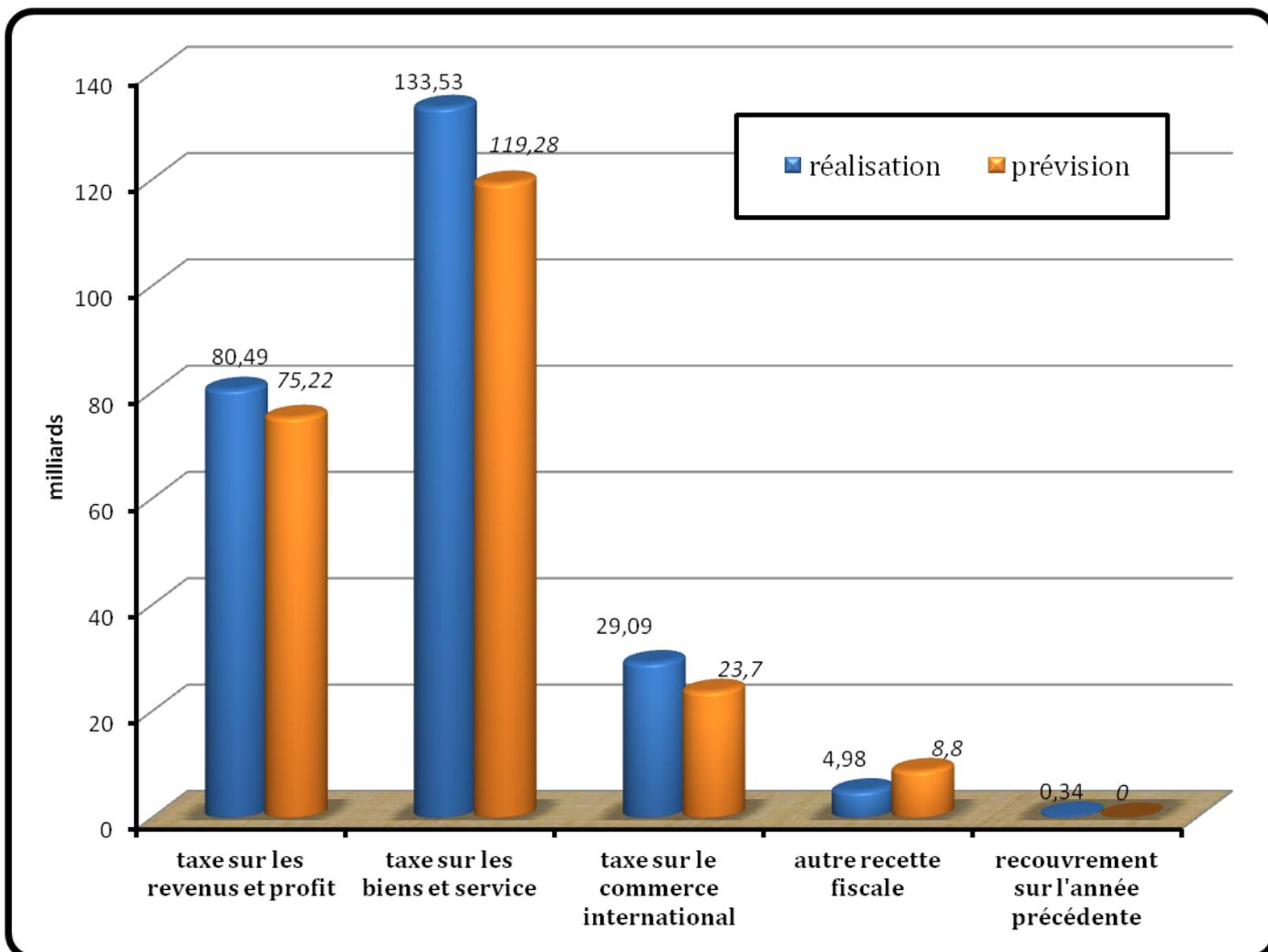
1.1 Recettes Fiscales

Les recettes fiscales ont enregistré une progression positive durant l'année 2012 par rapport aux prévisions du programme ainsi qu'aux réalisations de l'année précédente. Ces recettes ont dépassé les prévisions de près de 10%.

1.1.1 Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues

Le suivi des recettes fiscales et la bonne santé de l'économie ont permis durant cette période d'augmenter sensiblement l'effort de recouvrement.

Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes



Le graphique 2 montre que les recettes fiscales se situent toutes au-dessus des prévisions du programme sauf pour la rubrique « autres recettes fiscales ».

Il en résulte aussi que le poste des taxes sur les biens et services a suivi une tendance progressive, car il réalise un excédent de 14,25 milliards (11,94 %) par rapport aux prévisions du programme de la même période et une hausse de 32,87% par rapport à l'année 2011.

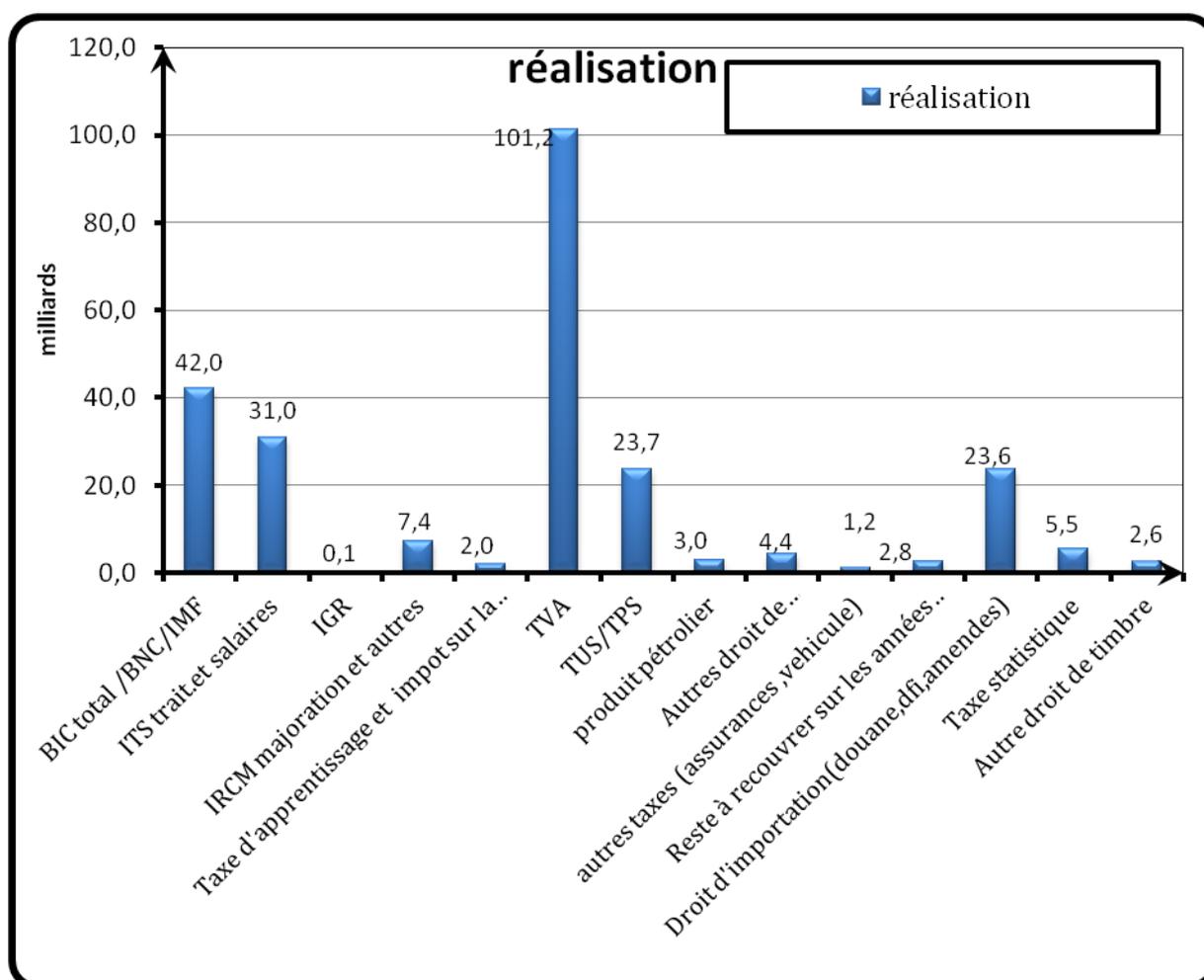
Les taxes sur le commerce international ont elles aussi dépassé les prévisions de 22,7% pour se situer à 29,09 milliards d'ouguiya de réalisations contre 23,7 milliards de prévisions.

Cette bonne performance est essentiellement due aux efforts successifs entrepris par toutes les directions concernées du Ministère des Finances ainsi qu'aux efforts de recouvrement des recettes fiscales.

1.1.2 La répartition des performances par nature

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner l'observation de leur comportement par nature. Cette analyse se présente comme suit :

Graphique 3 : Performance détaillée des recettes fiscales



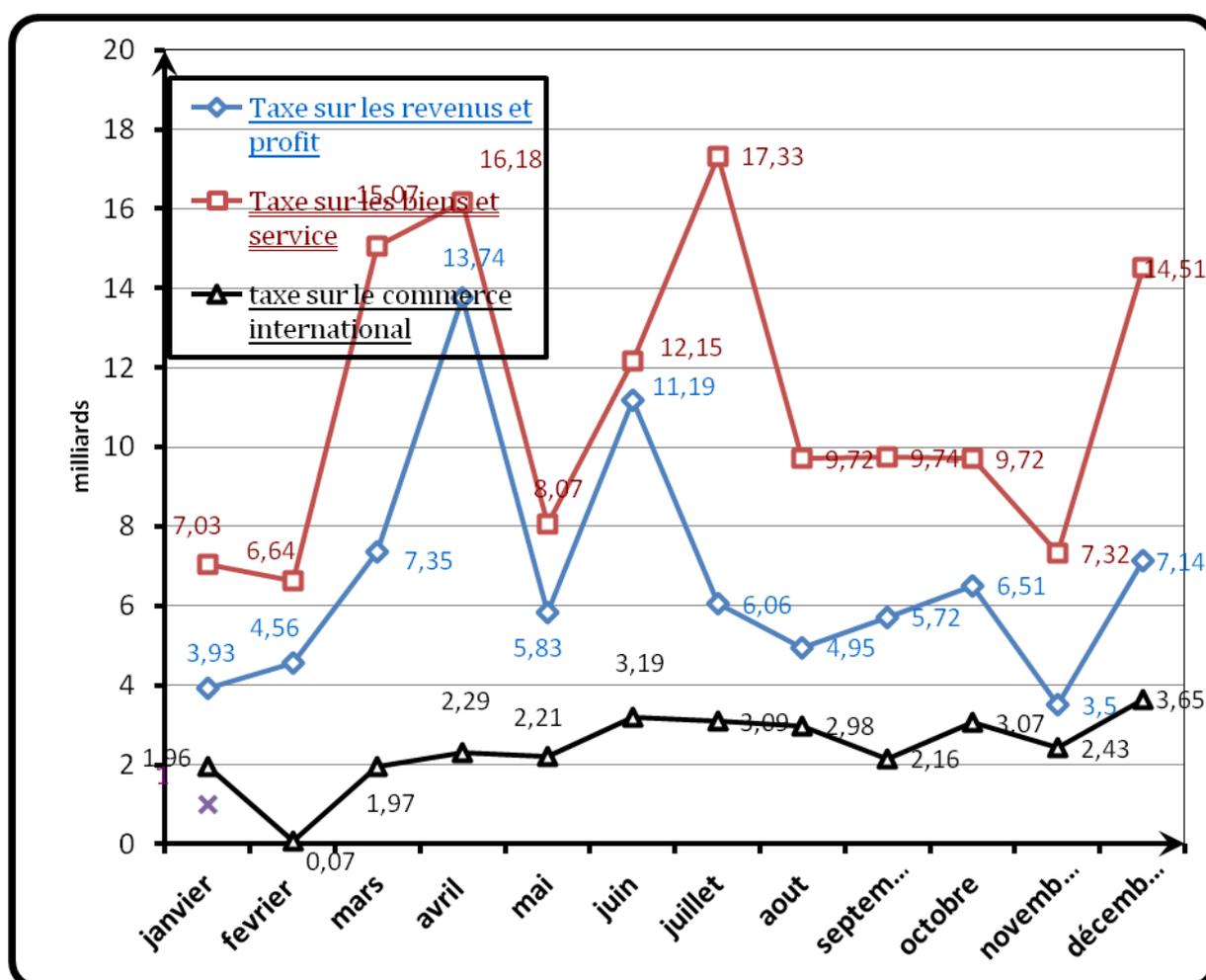
Ce graphique montre que le dépassement général des prévisions est dû en particulier à la performance du produit de TVA, BIC/BNC/IMF et Impôts sur traitement et salaires

Il en ressort aussi les conclusions suivantes :

- La TVA constitue le principal poste de ces recettes fiscales avec un apport de près de 40,41% ;
- En deuxième position, intervient (BIC total /BNC/IMF) avec un apport de 16,7%;
- Ensuite, viennent l'(ITS),(la TU-SNIM et la TPS) ainsi que les (Droits d'importations) avec respectivement 12,3%, 9,5% et 9,4%.

Les autres postes ont enregistré des montants très faibles, malgré qu'ils aient dépassés les seuils escomptés.

Graphique 4 : Evolution des recettes fiscales à fin décembre 2012



Le graphique 4 montre que chaque poste de recettes suit une tendance qui lui est propre.

Les taxes sur les revenus et profits suivent une tendance à la hausse du début de la période jusqu'au mois d'avril du fait des dates de déclaration propres à ces impôts, pour fluctuer par la suite à l'exception d'un sursaut enregistré au mois de juin.

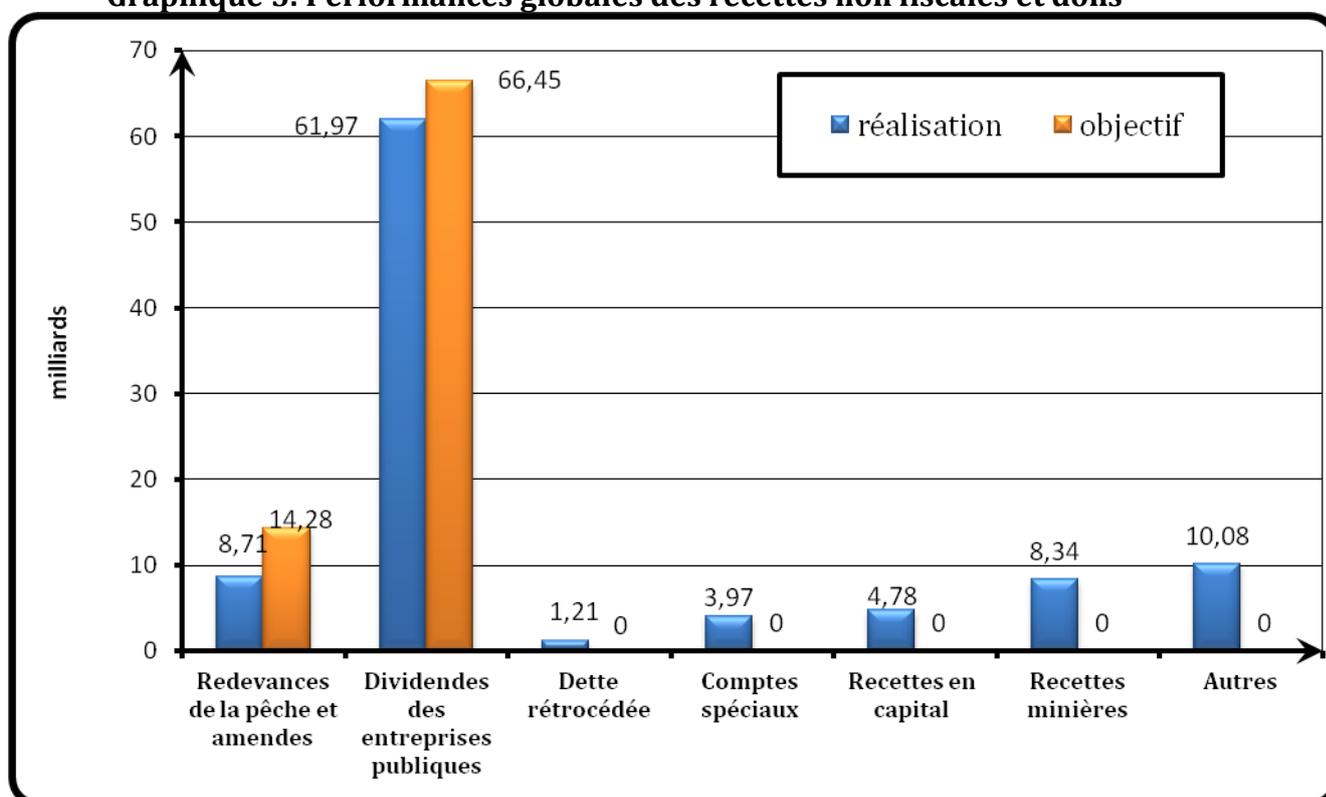
Les taxes sur les biens et services ont tracé une courbe variée tout au long de cette année en enregistrant leur maximum en mois de juillet.

Les taxes sur le commerce international sont restées presque stables durant la période tout autour d'une valeur plus basse que les autres taxes.

1.2 Recettes non fiscales et dons

Les recettes non fiscales ont atteint durant l'année 2012 un montant de 99,06 milliards d'UM, pour un objectif de 109,27 milliards. Celles-ci se situent donc en dessous des prévisions.

Graphique 5: Performances globales des recettes non fiscales et dons

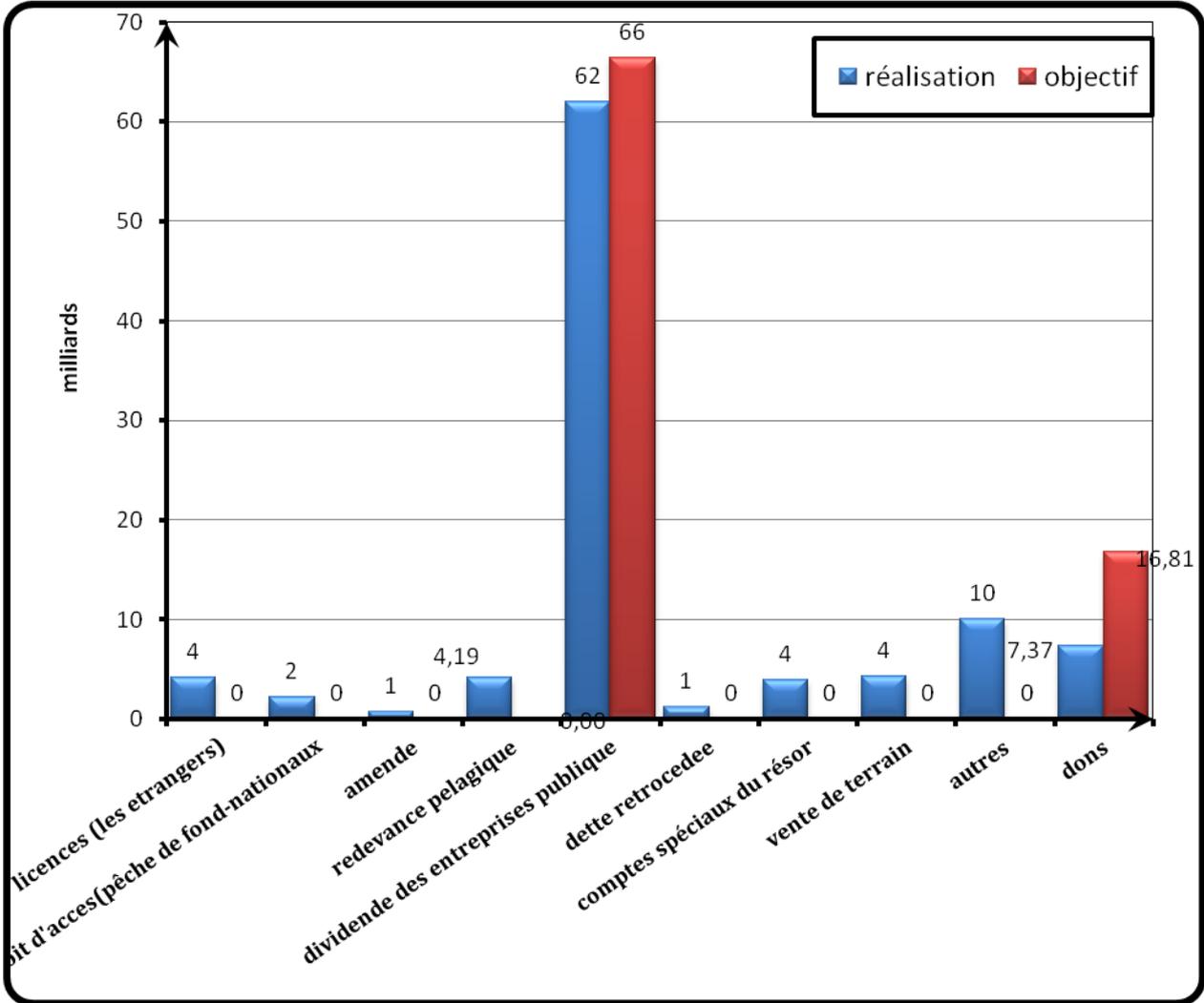


L'analyse globale des recettes non fiscales permet de dégager les conclusions suivantes : Les deux principaux postes (en valeur) de cette catégorie de recettes sont les dividendes des entreprises publiques (62,55 % du total des recettes non fiscales) et le poste des autres recettes (10,17 %).

La contre-performance des recettes non fiscales par rapport aux prévisions est due essentiellement aux postes des dividendes des entreprises publiques, redevances de la pêche et amendes qui n'ont pas atteint leurs prévisions avec respectivement (61,97Mds réalisés et 66,45 Mds prévus, 8,71Mds réalisés contre 14,28Mds prévus).

Ce comportement s'explique par le non versement de la compensation de pêche de l'Union Européenne qui n'a réellement pas pu être supplantée par les autres recettes du secteur des pêches. Par ailleurs, les prévisions des dividendes de la SNIM n'ont pas tenu compte du versement obligatoire de l'IRCM sur ces dividendes.

Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons

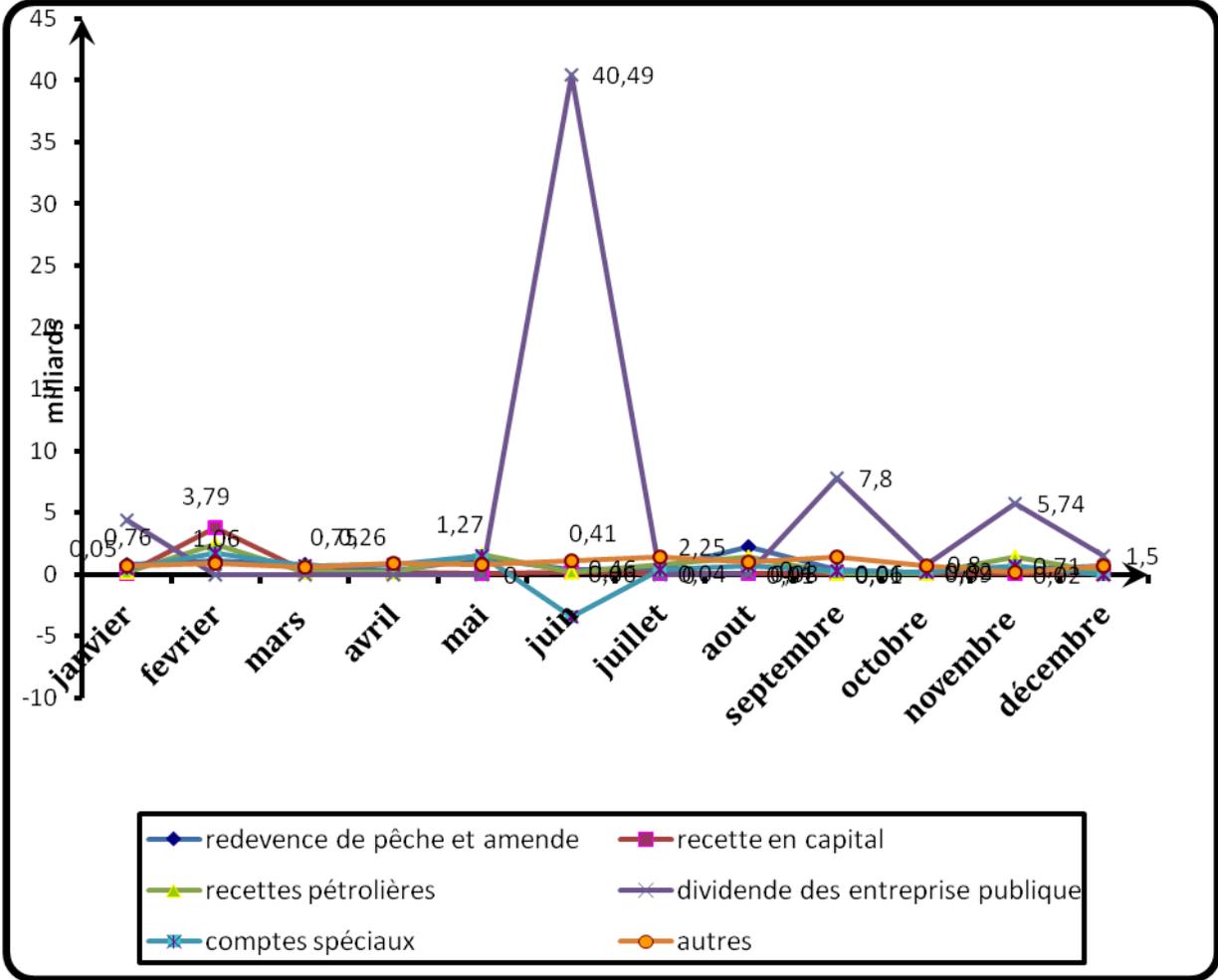


L'analyse détaillée des recettes non fiscales et dons illustre que les principales sources des recettes non fiscales durant l'année sont les dividendes des entreprises publiques (61,97 Milliards d'Ouguiya), malgré qu'elles n'aient pas atteint le seuil de la prévision (66,45milliards), Ils sont essentiellement constitués des dividendes de la SNIM qui s'élèvent à 56,50 Milliards d'Ouguiya ce qui représente 91,17% de ces recettes.

En seconde position des apports, intervient le poste des autres recettes (essentiellement recettes minières) qui ont enregistré un montant de 10,08 Mds d'Ouguiya.

Les dons représentent quant à eux une ressource importante de l'Etat avec un apport en 2012 de 7,37 milliards d'ouguiya.

Graphique 7: Evolution des recettes non fiscales pour l'année 2012



La tendance générale des recettes non fiscales est presque identique pour tous les postes, sauf pour « les dividendes des entreprises publiques » qui ont enregistré une crête au cours de mois de juin, où échoit leur versement.

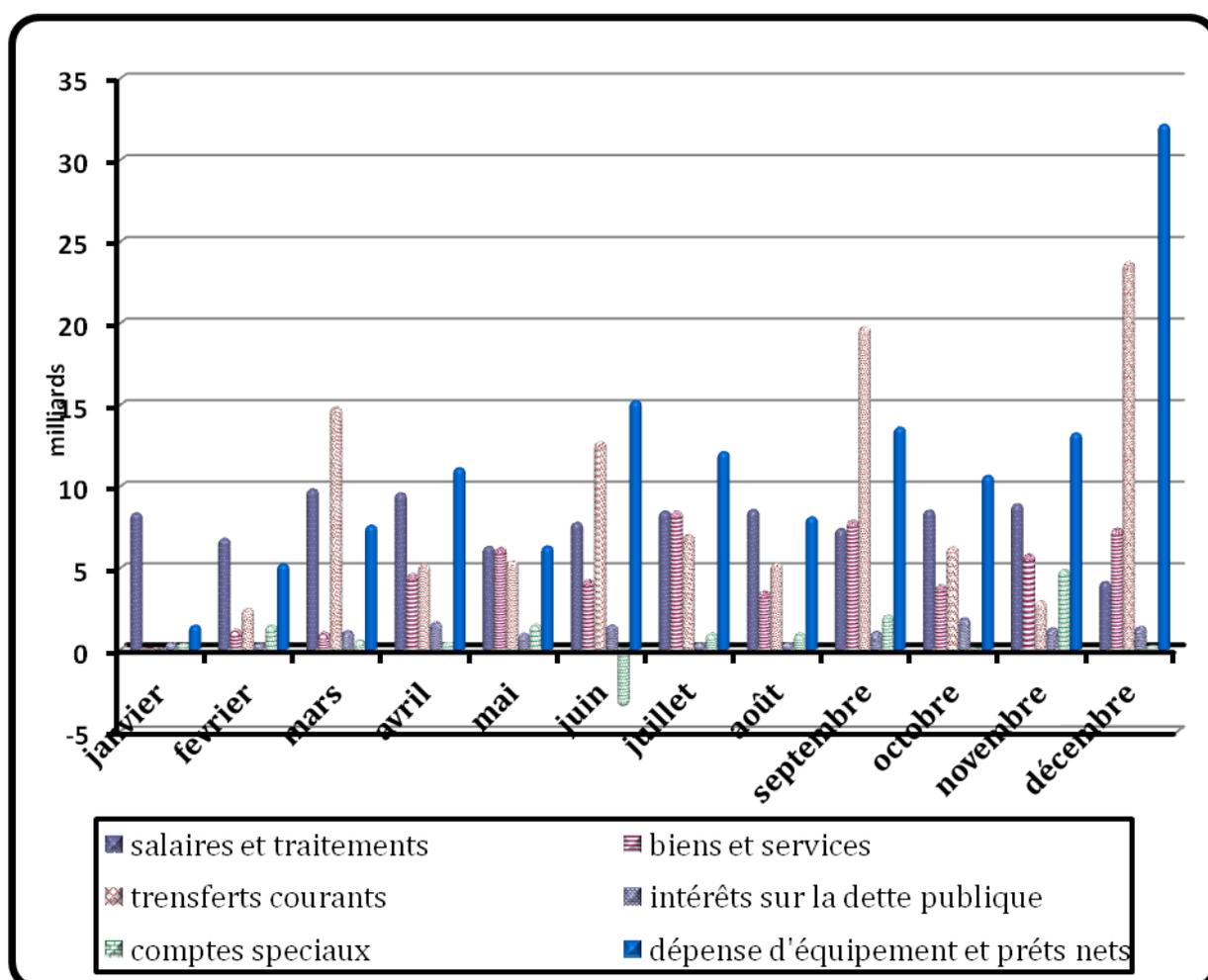
Les autres postes ne présentent que de faibles montants, et n'ont enregistré que de faibles fluctuations durant toute l'année. Il convient de noter la valeur négative enregistrée des comptes spéciaux du trésor au mois de juin. Cette valeur négative s'explique par le redressement effectué suite à la nouvelle convention d'affichage du crédit d'impôts avec les services du FMI. En effet, les crédits d'impôts seront dorénavant

affichés dans leurs différentes natures en recettes et s'ajouteront aux dépenses d'équipement sur financement intérieur.

1. DEPENSES

Les dépenses totales enregistrées au cours de l'année 2012 s'élèvent à 429,96 milliards (poste « Dépenses et prêts nets »). Ces dernières se situent donc à un niveau légèrement supérieur aux prévisions, qui étaient de 427,00 milliards d'UM, soit un écart par rapport à l'objectif de 0,69 %, ce qui a été possible grâce à une bonne maîtrise des dépenses.

Graphique 8: Evolution des dépenses et prêts nets durant l'année 2012



Sur le graphique 8 on constate que les « salaires et traitements » varient peu durant l'année car ce sont des dépenses régulières et obligatoires, les « biens et services » ne

commencent qu'à partir de la mise en place effective du budget qui a eu lieu cette année au début du mois de février et ont enregistré leur maximum en juillet.

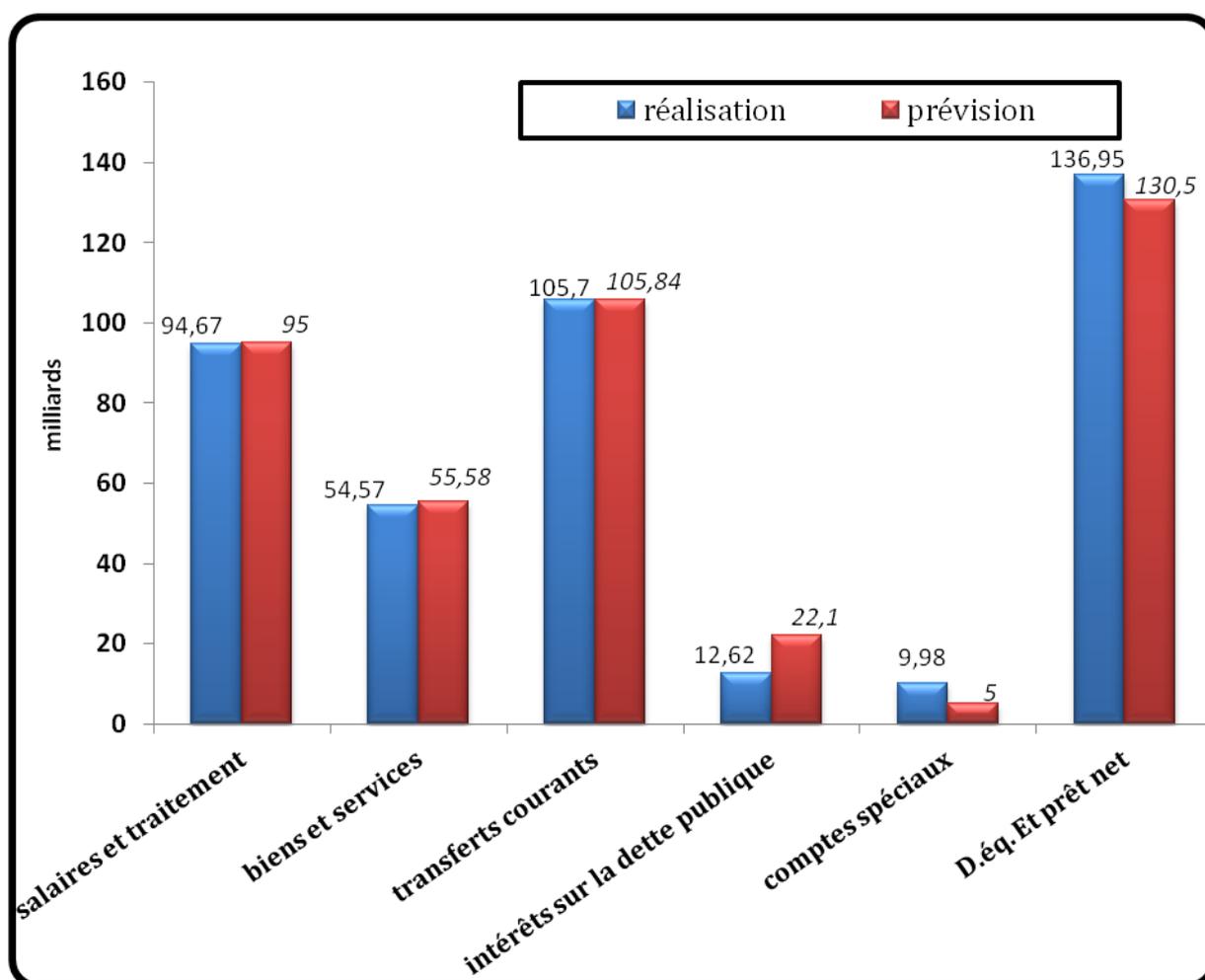
Les dépenses d'équipement et prêts nets commencent timidement en janvier pour augmenter peu à peu et régressent en mai pour augmenter considérablement en Juin, mais elles enregistrent de fortes fluctuations durant le deuxième semestre de l'année dues au démarrage effectif de l'exécution budgétaire, et ont enregistré leur valeur maximum en décembre.

Les transferts courants commencent à partir du mois de février avec des fortes fluctuations durant la période, et ont enregistré leur maximum en décembre.

2.1 Les dépenses de fonctionnement

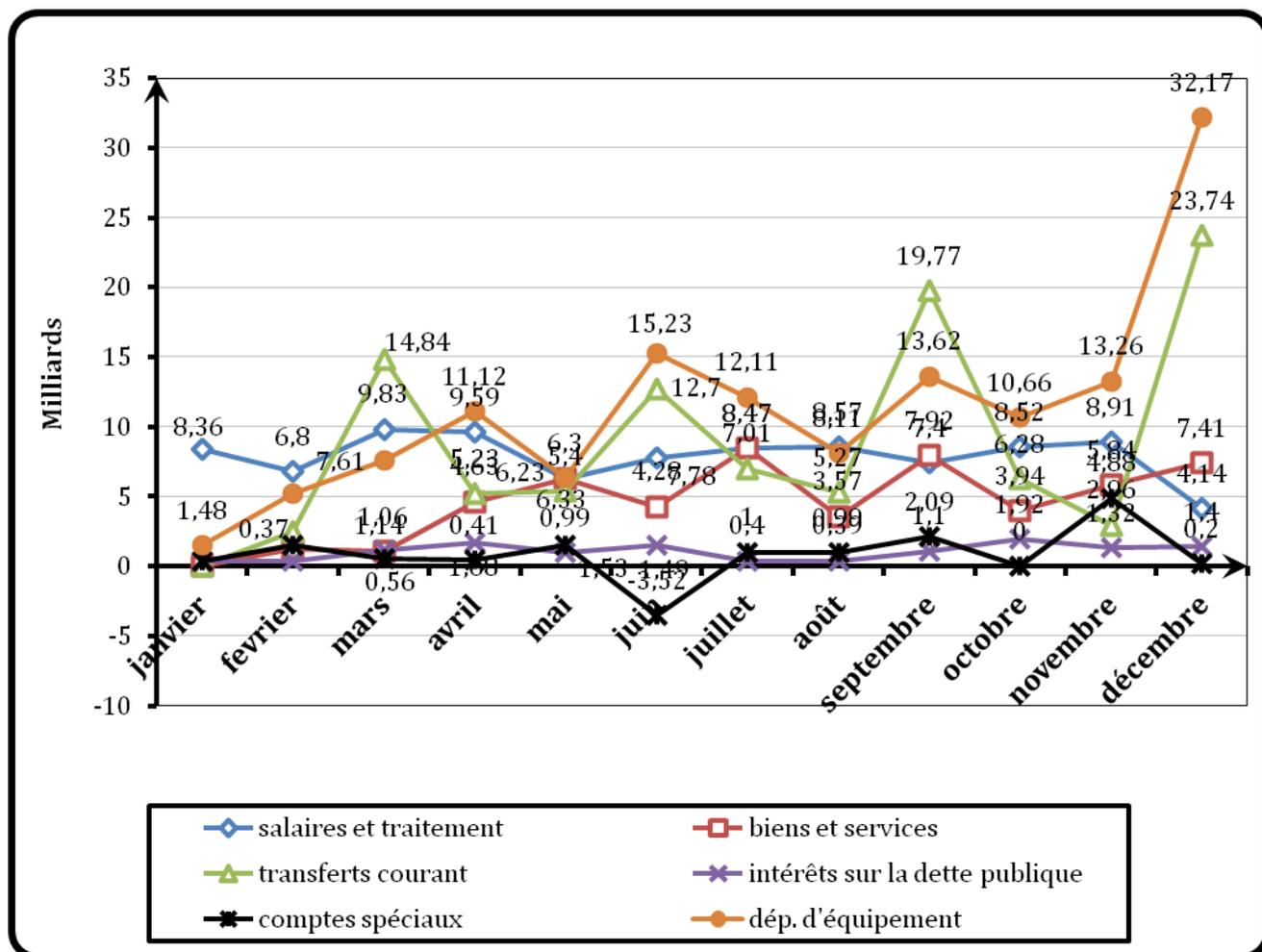
Les dépenses de fonctionnement se sont établies pour l'année 2012 à 293,01 Mds, soit très légèrement inférieures à l'objectif fixé à 294,12 Mds (1,11 Mds d'écart ou un taux de réalisation de 99,62 %). Il apparaît donc que le suivi régulier de l'évolution des dépenses a permis une très bonne maîtrise du comportement de celles-ci durant l'année.

Graphique 9: Performance des dépenses de fonctionnement



Le graphique 9 montre que la masse salariale a été parfaitement maîtrisée (à 94,67 Mds, soit un taux de réalisation de 99,65 %), de même que les subventions et transferts qui sont inférieurs de 0,13 % par rapport à l'objectif fixé à 105,84 Mds ainsi que les intérêts de la dette qui restent en dessous de l'objectif de près de 42,89 % (12,62 Mrd de réalisation contre 22,10 Mds de prévisions).

Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement durant l'année 2012



Sur le graphique 10 on constate que les salaires et traitements ont peu variés durant l'année en enregistrant des montants assez importants.

Les biens et services ont suivi le même rythme d'évolution avec des fortes fluctuations à partir du mois de mai.

Les intérêts sur la dette publique varient d'un mois à l'autre sans pour autant atteindre les seuils fixés.

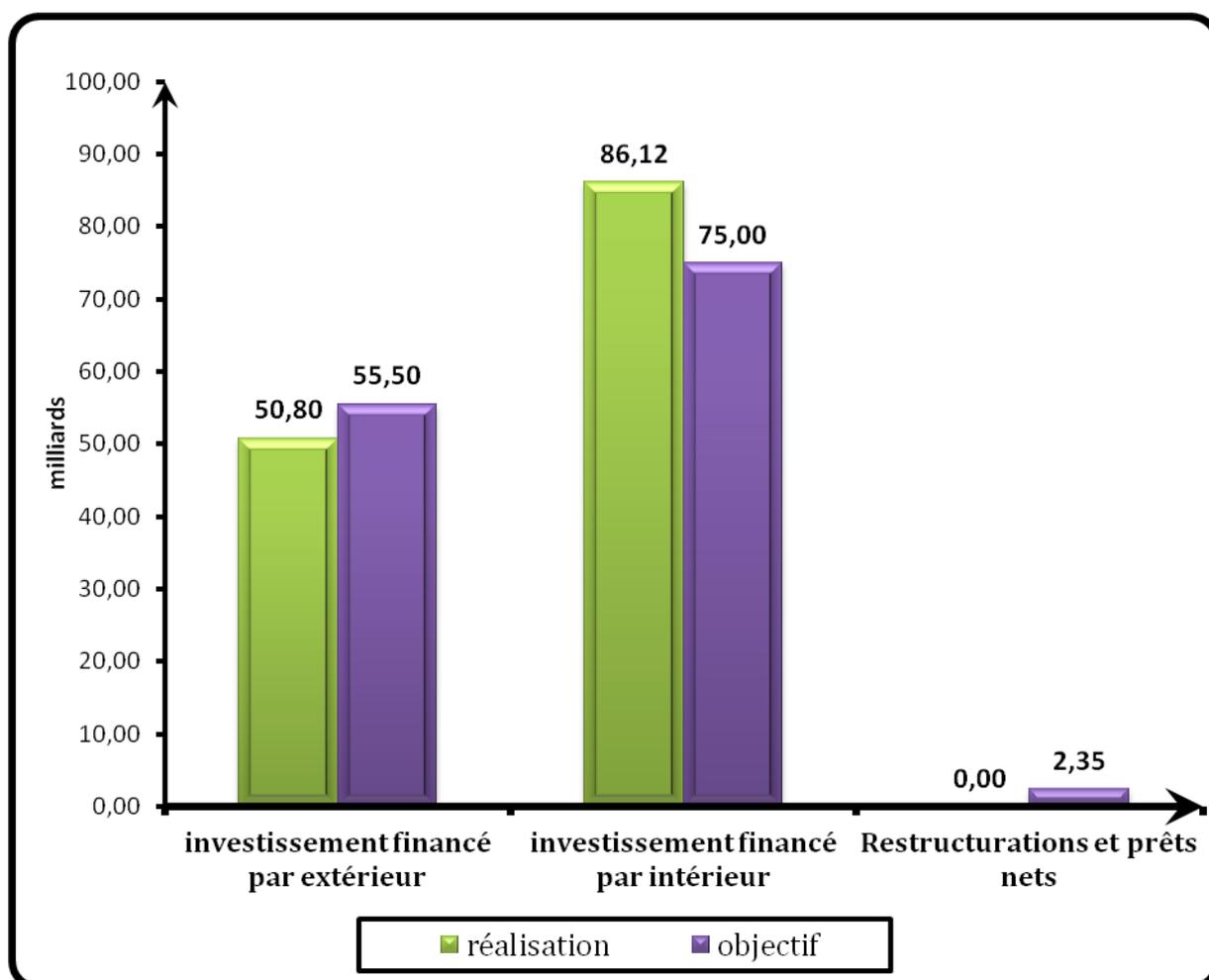
Les dépenses des comptes spéciaux ont été très faibles durant cette année, mais il convient de noter la valeur négative enregistrée des comptes spéciaux au mois de juin expliqué précédemment, mais elles enregistrent une légère augmentation au mois de Novembre.

Les postes de transferts courants et dépenses d'équipement et prêts net ont tracé une courbe fluctuante durant la période, et ont enregistré leurs maximums en décembre (respectivement : 23,74 Mds ; 32,17Mds). Les fluctuations de ces dépenses sont dues au rythme d'exécution du programme EMEL 2012.

2.2 Dépenses d'investissements

Durant de l'année 2012, les dépenses d'investissement se situent au- dessus de l'objectif poursuivi pour la période, puisqu'elles ont atteint 136,95 milliards d'UM, pour un objectif de 130,50 milliards d'UM, soit un taux d'exécution 104,94%.

Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissements pour l'année 2012



Le graphique 11 montre que les investissements financés par l'Etat se situent au-dessus de l'objectif, tandis que les investissements financés par les partenaires extérieurs sont en dessous des prévisions.

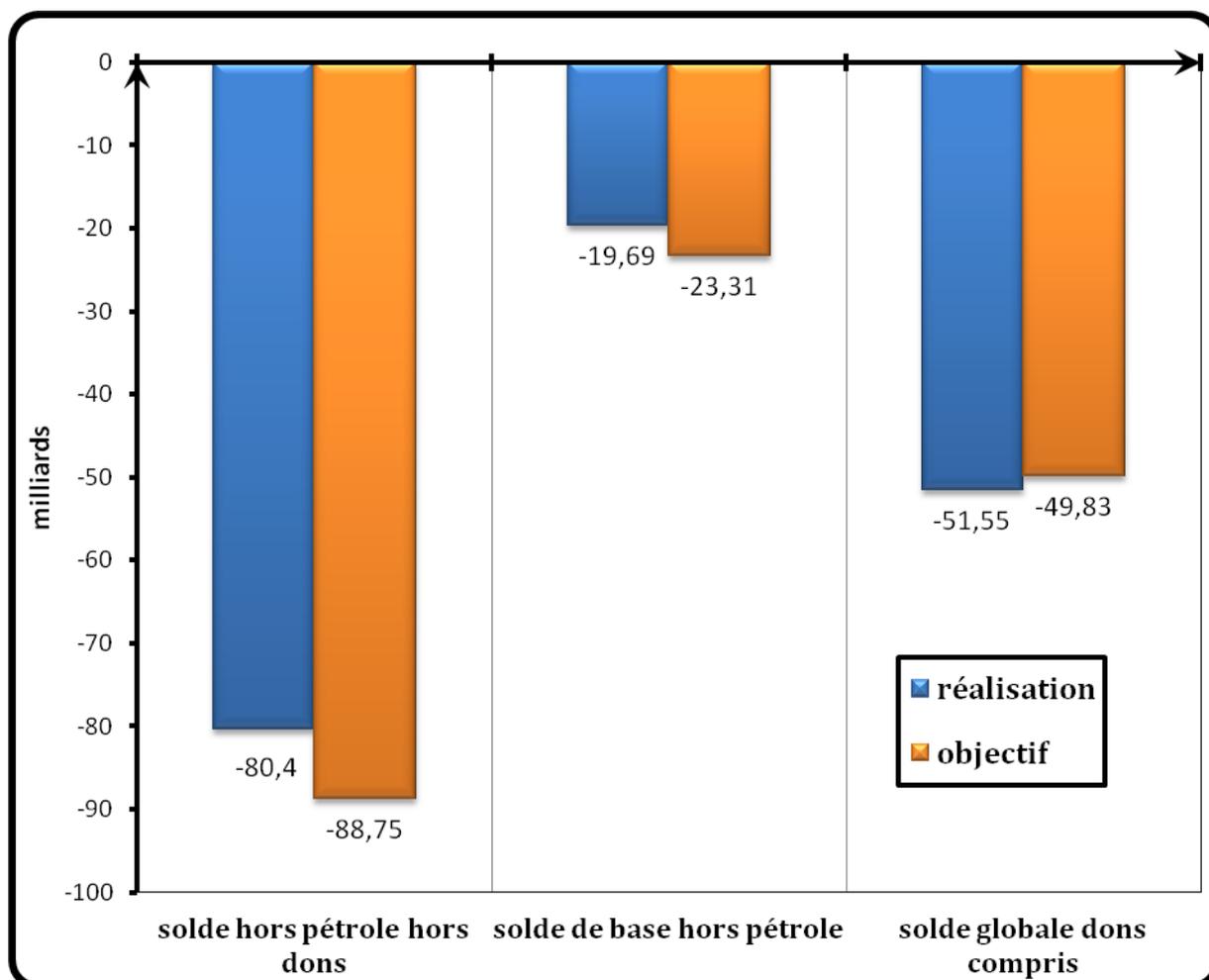
Ce comportement des dépenses d'investissement sur financement intérieur s'explique par la prise en compte dans celles-ci du crédit d'impôts, décidé en commun accord avec les services du FMI au mois de juin 2012.

3. SOLDES

Le solde de base hors pétrole, qui est la différence entre les recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieur, et les investissements financés par l'extérieur), a enregistré pour cette année un déficit de -19,69 Milliards d'Ouguiya, alors que les prévisions de ce solde étaient de -23,31 Milliards d'Ouguiya, ce qui constitue en soi une remarquable performance.

Quant au solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les recettes totales (hors dons et recettes pétrolières) et les dépenses totales, il a enregistré lui aussi un déficit de -80,40 Mds (pour une programmation de -88,75 milliards d'UM).

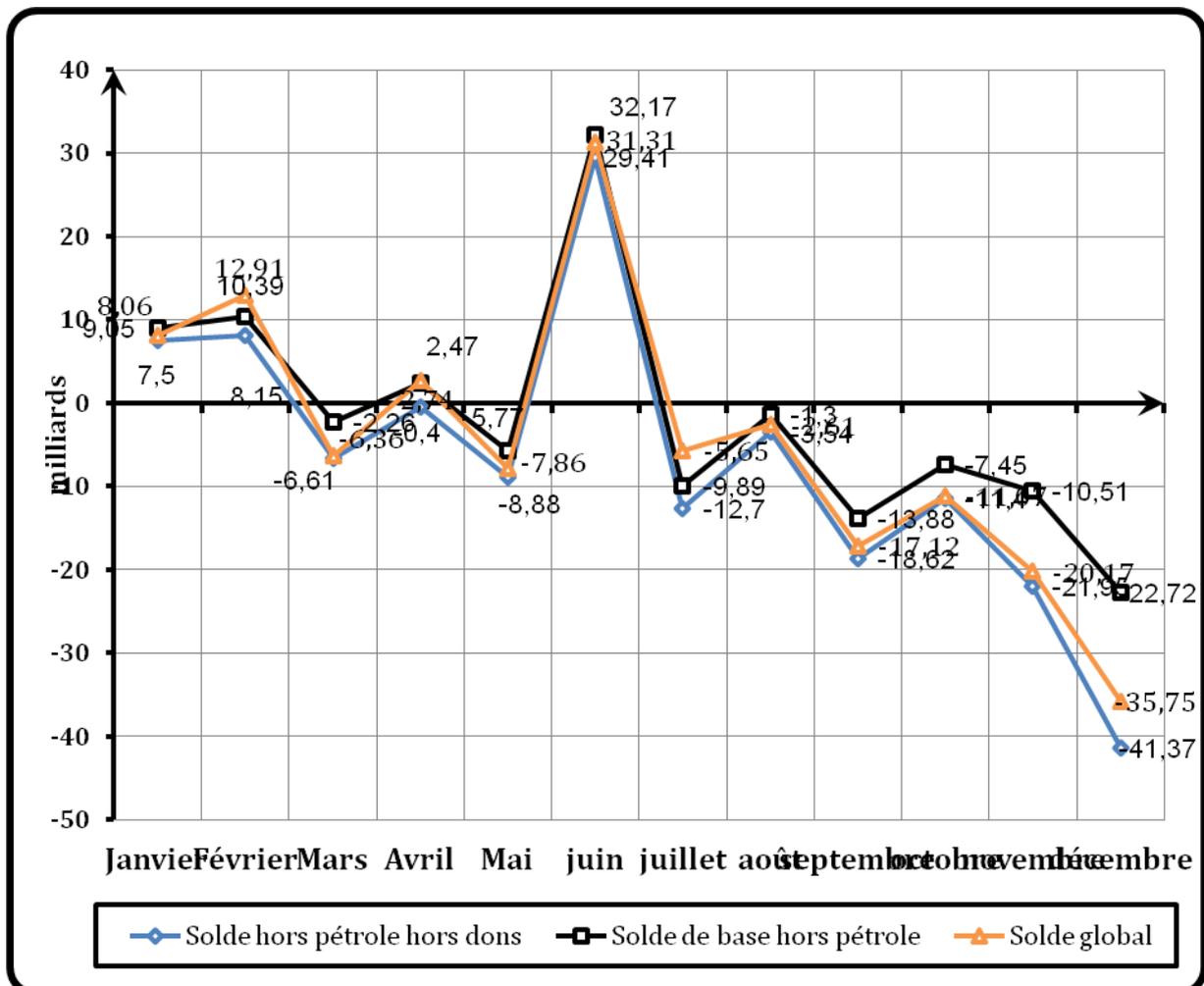
Graphique 12: Comportement des soldes



Le graphique 12 montre que les soldes (hors pétrole hors dons et solde de base hors pétrole) sont plus ou moins maîtrisées puisqu'elles se situent au-dessus des seuils

autorisés, ce qui démontre une bonne maîtrise de l'exécution budgétaire en recettes et en dépenses durant l'année 2012.

Graphique 13: Evolution mensuelle des soldes



Le graphique 13 montre que l'excédent du solde global des mois de janvier, février et juin étaient relativement importants malgré qu'il n'a pas compensé comme prévu l'important rythme de dépense par rapport aux recettes aux derniers mois de l'année.

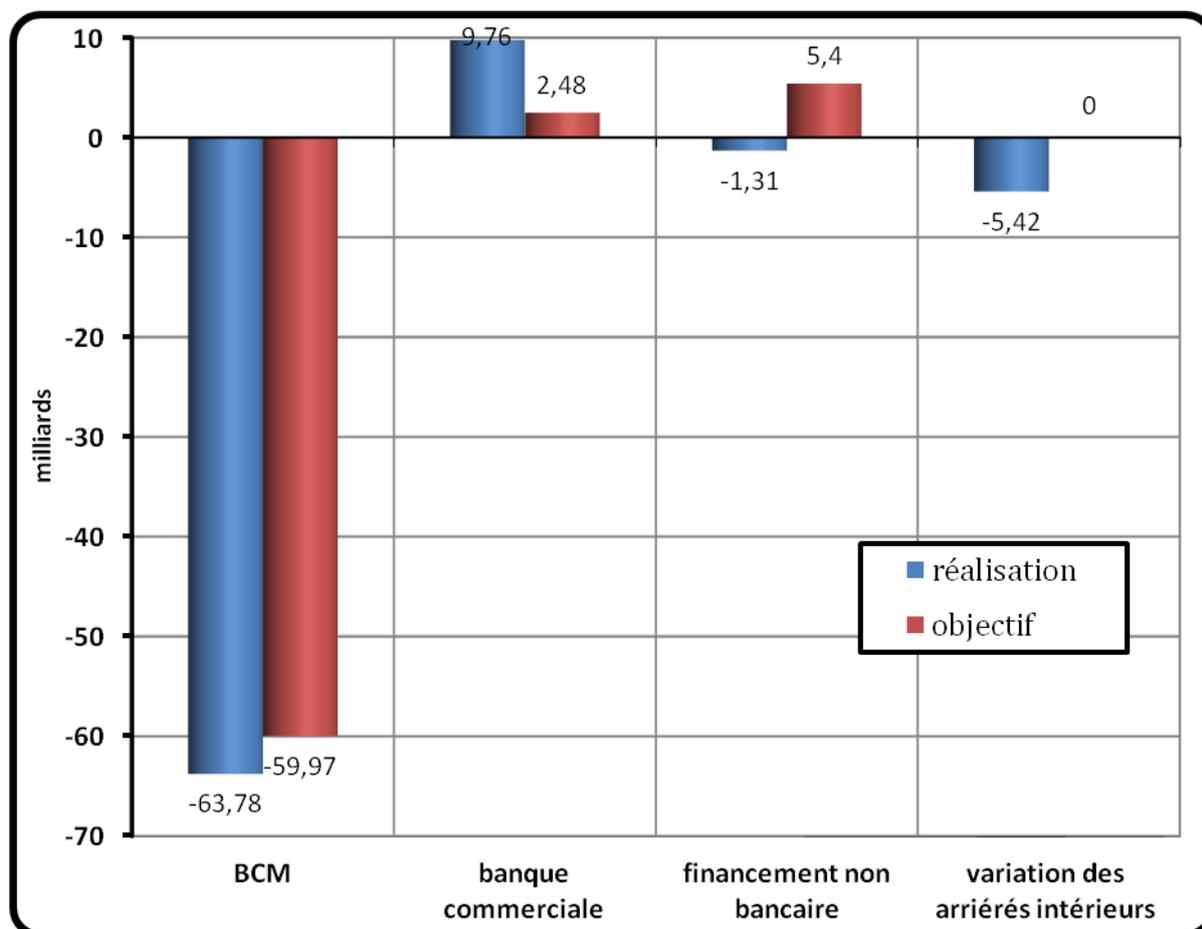
4. FINANCEMENT

Les données extraites du TOFE montrent que les sources de financement les plus importantes du budget de l'Etat ont été les recettes.

4.1 Financement intérieur

Le financement intérieur a été marqué par une augmentation des dépôts sur le compte courant à la BCM d'un montant de 63,78 Milliards d'Ouguiya, et aussi par une augmentation de l'endettement au niveau des banques commerciales de 9,76 milliards ouguiya, alors qu'il n'était prévu de s'endetter au niveau de ces banques que de près de 2,48 milliards pour des raisons essentiellement liées à la lutte contre l'inflation.

Graphique 14: Comportement du financement intérieur

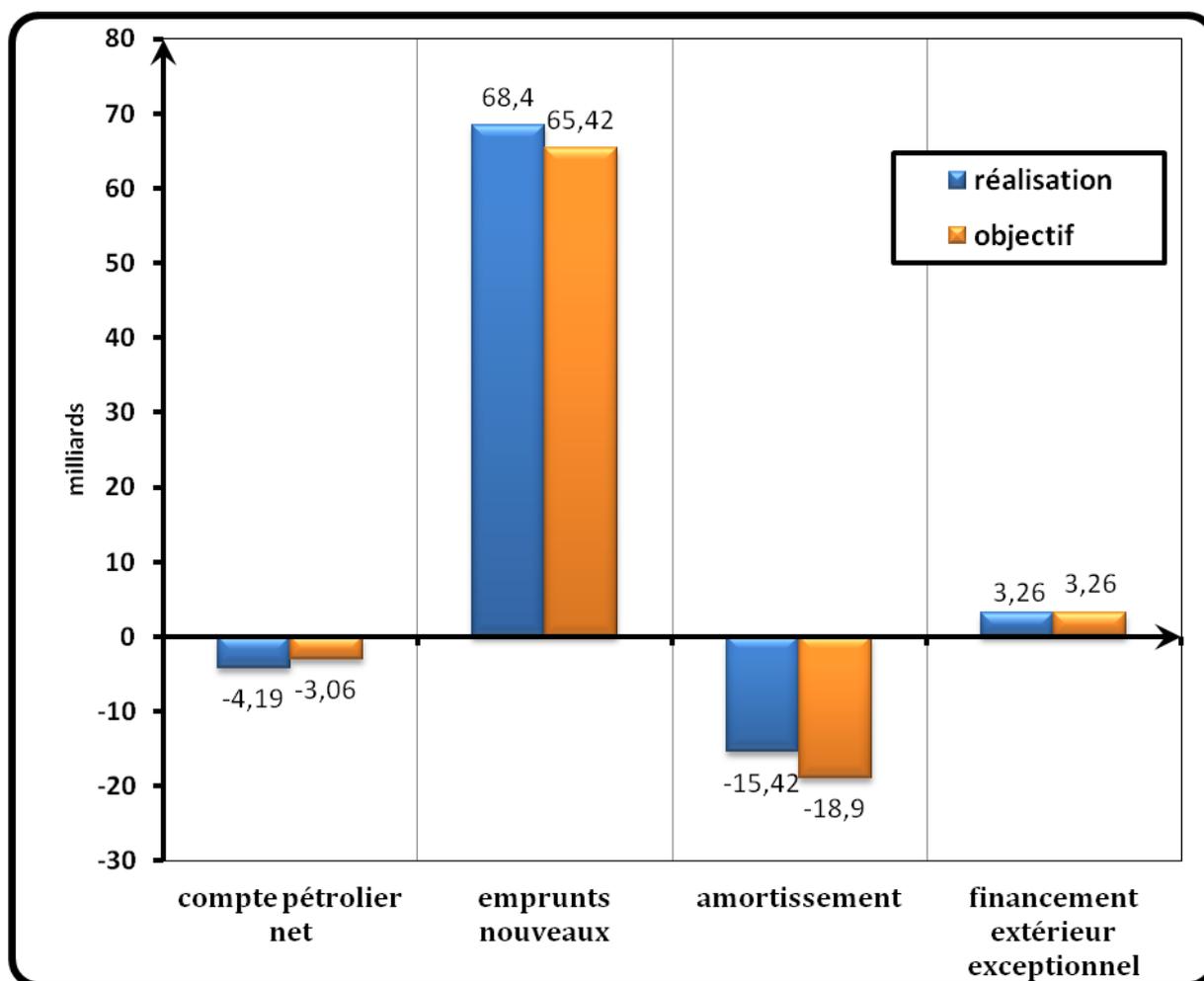


Au niveau du système non bancaire, l'Etat a pu rembourser les Bons du Trésor à hauteur de 1,31 milliards d'UM.

4.2 Financement extérieur

Le montant de (-4,19) milliards d'UM, correspond à un excédent enregistré au cours de cette année sur le compte pétrolier offshore¹ qui résulte de la différence entre les recettes pétrolières de la période (-21,48 Mds) et le retrait effectué sur ce compte en février (17,29Mds).

Graphique 15: Comportement du financement extérieur



On déduit du graphique 15 que la première source de financement extérieur durant l'année est le poste des emprunts nouveaux à hauteur de 68,4 Mds, suivi par le financement extérieur exceptionnel (3,26milliards).

¹ Ouvert à la Banque de France le 14 juin 2006.

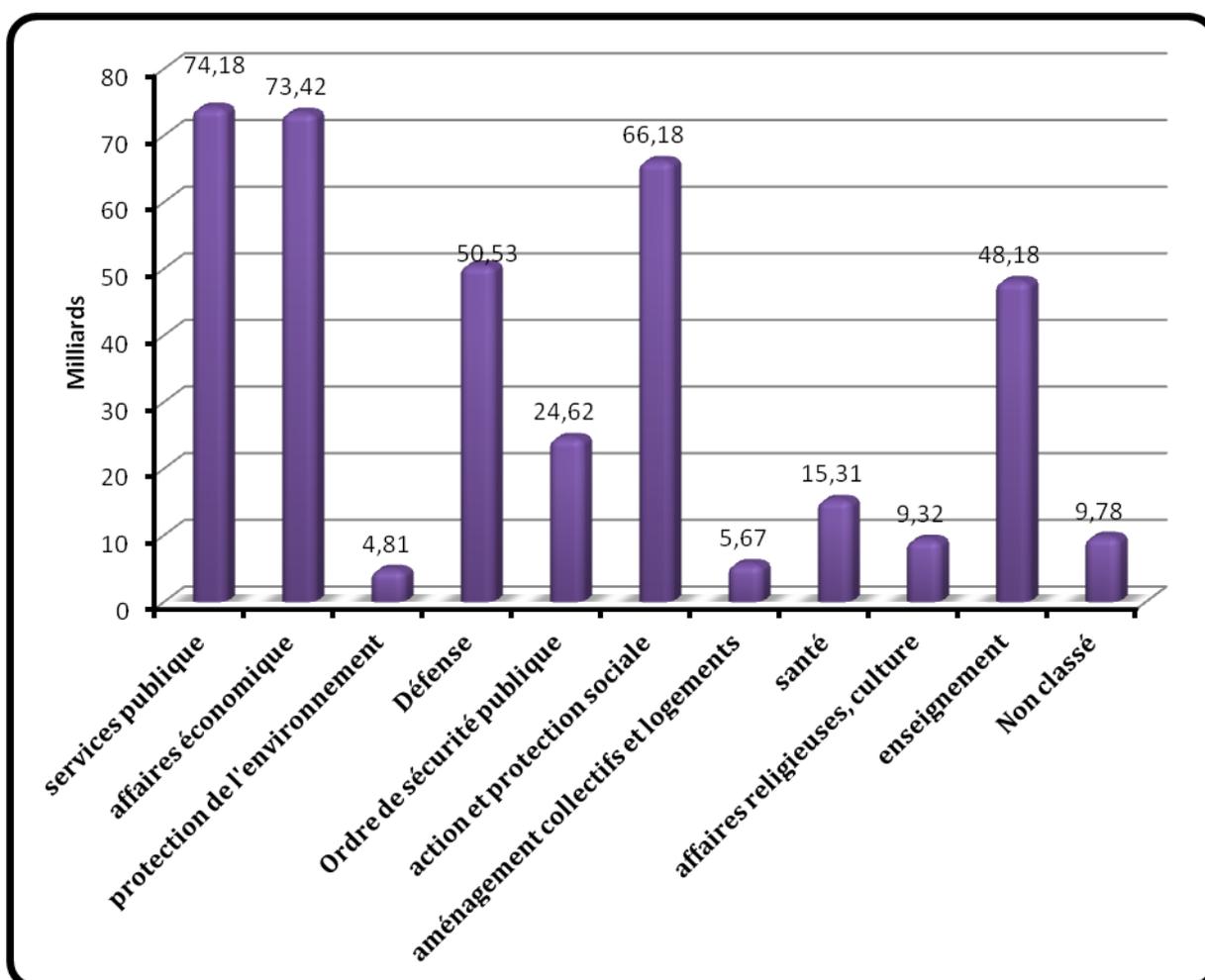
5. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

5.1 Classification Générale

Cette classification se fait conformément à un modèle normalisé issu des services du Fonds Monétaire International qui permet de suivre les incidences des dépenses budgétaires des pays sur les secteurs de l'économie et de comparer ces incidences entre les pays.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur, et inclut les amortissements de la dette extérieure qui sont en bas de ligne du TOFE, ce qui explique la différence entre le total des dépenses du modèle et celui du TOFE.

Graphique 16: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle



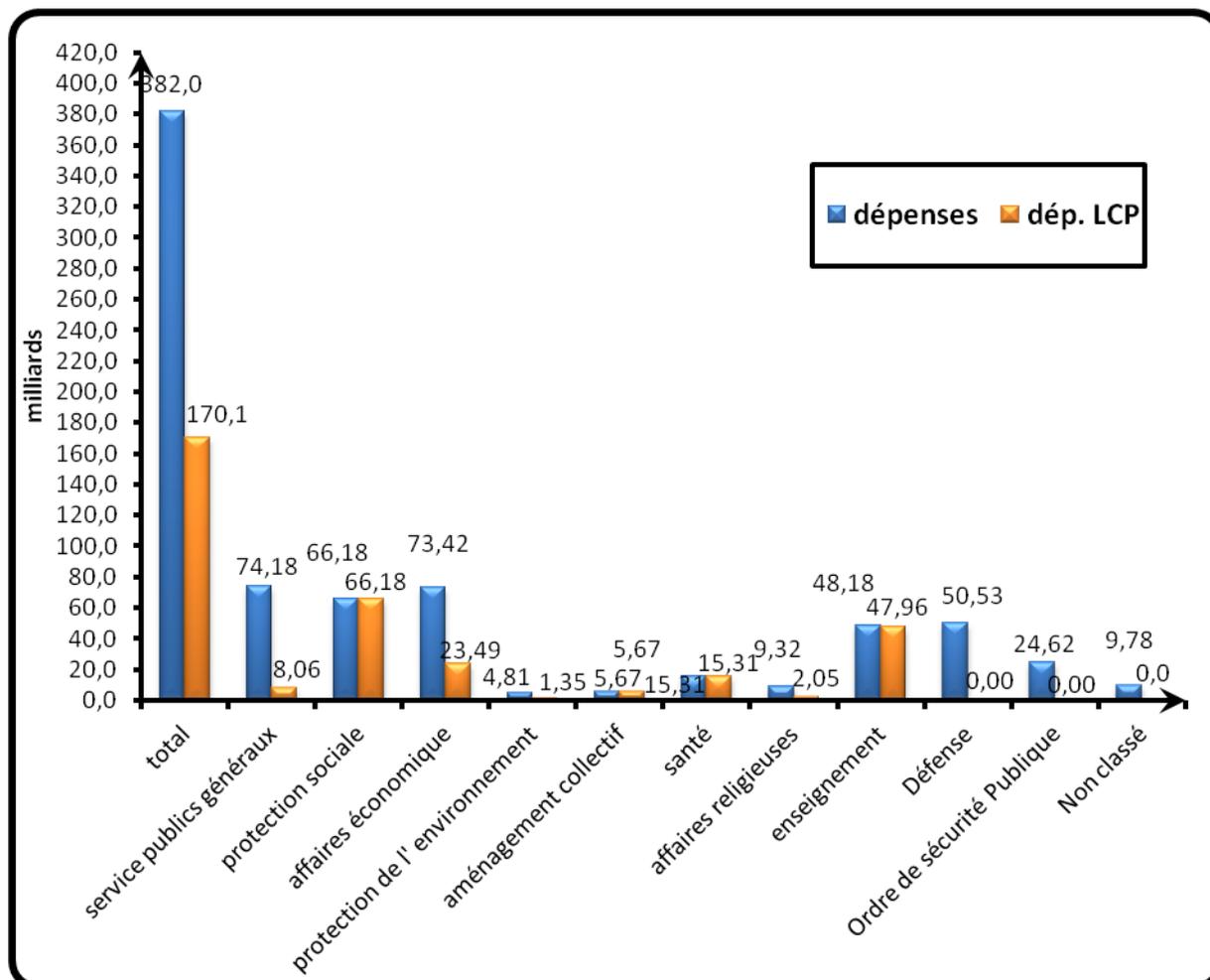
Le graphique 16 présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Il montre que les services publics généraux représentent (19,41%) du total des dépenses, suivie par les affaires économiques avec (19,21%), les

actions et protection sociale et la défense viennent en troisième et quatrième position avec respectivement (17,32%) et (13,22%).

5.2 Dépenses de la lutte contre la pauvreté

Certaines sous fonctions de la nomenclature fonctionnelle sont identifiées comme servant directement à la lutte contre la pauvreté.

Graphique 17: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté



Le graphique 17 démontre que les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent 44,52 % des dépenses totales, pour un montant de 170,1 milliards d'UM.

Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent presque la totalité des postes «protection sociale, santé, aménagement collectif et l'enseignement », et constituent aussi une part importante du poste: « affaires économiques », tandis qu'elles ne représentent qu'une très faible part des autres postes.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat de l'année 2012

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	Jan-déc 2012	obj 2012_2
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	378,40	375,19
Revenus non pétroliers et dons	356,93	353,08
Revenus non pétroliers hors dons	349,56	336,26
Recettes fiscales (hors pétrole)	250,50	227,00
Taxes sur les revenus et profits	80,49	75,22
BIC et BNC	27,29	
Impôt minimum forfaitaire douanes	14,55	
Crédit d'Impôts BIC	0,18	
ITS	30,98	
Etat	2,85	
Autres	28,13	
IRCM	7,36	
IGR	0,14	
Taxes sur les biens et services	133,53	119,28
TVA intérieure	44,71	
TVA sur les importations	56,54	
<i>dont TVA SNIM</i>	13,07	
Taxe unique SNIM et TPS	23,70	
Taxe sur les produits pétroliers	2,95	
Droits de consommation (the, tabac, sucre, ciment)	4,44	
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport)	1,20	
Taxes sur le commerce international	29,09	23,70
Importations	23,57	
Taxes statistique	5,52	
Autres recettes fiscales	4,98	8,80
Droits de timbres	2,64	
Taxe d'apprentissage et impôts sur la propriété	2,01	
Recouvrement sur les années précédentes+RNV	0,34	
<i>Reste à recouvrer de droits de douane (perception du Port)</i>	2,41	
Recettes non fiscales	99,06	109,27
Recettes de la pêche	8,71	14,28
Union Européennebud.	1,49	
Compensation financière	1,49	
Armateurs	-	
Droit territorial	-	
Redevances pelagique	4,19	
Taxes (les bateaux affrétés par les nationaux)	-	
Licences (les étrangers)	4,19	
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	2,26	
Amendes	0,77	
Recettes minières	8,34	
Recettes cadastrales	1,28	
Recettes d'exploitation	7,02	
Autres recettes minières	0,03	
Dividendes et redevances des entreprises publiques	61,97	66,45
SNIM	56,50	
BCM	0,50	
Mauritel	3,98	

Panpa+portndb	0,99	
Dette retrocedee et recouvrements	1,21	
SNIM	-	
SOMELEC	-	
SOGEM	1,21	
Droits d'exploration miniers	-	
Comptes spéciaux	3,97	
Secteur petrole	-	
CAS hors petrole	3,97	
dont Crédit d'Impôts (si pas ventilé)	-	
dont FAID	0,35	
Recettes en capital	4,78	
Ventes de terrain	4,30	
Hors ventes de terrain	0,49	
Autres	10,08	
Dons	7,37	16,81
Projets	2,94	9,99
Aide budgétaire	4,43	
<i>Dont: assistance PPTE</i>		
<i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i>		
<i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i>		
<i>Autres dons</i>	- 0,00	
<i>Dons bilatéraux_ appui budgétaire</i>	4,43	
Tableau des opérations financières de l'Etat (dépenses, soldes et recettes pétrolières)	#VALEUR!	
Dépenses et prêts nets	429,96	427,00
Dépenses courantes	293,01	294,12
Salaires et traitements	94,67	95,00
Biens et services	54,57	55,38
<i>Dont: processus électoral</i>	-	
<i>dont:sur financement extérieur</i>	-	
Transferts courants	105,70	105,84
Intérêts sur la dette publique	12,62	22,10
Extérieurs	9,89	9,89
Intérieurs	2,73	12,21
Comptes spéciaux	9,98	5,00
dont crédit d'impôts	-	
dont FAID	-	
Dépenses d'équipement et prêts nets	136,95	130,50
Investissement financés par extérieur***	50,83	55,50
Investissement financés par intérieur	86,12	75,00
dont Crédit d'Impôts	11,82	
Restructurations et prêts nets	-	2,35
Réserves communes	10,79	10,80
Avances (dépenses payées avant ordonnancement)	4,68	
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	- 80,40	- 88,75
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	- 73,03	- 11,70
Idem, recettes de pêche exclues (déficit -)		

Solde de base hors pétrole (déficit -)	- 19,69	- 23,31
Solde de base en %PIB	-1,49%	-1,76%
Recettes pétrolières (net)	21,48	22,11
Recettes fiscales	1,17	
BIC	0,26	
ITS	0,91	
Autres	-	
Recettes non fiscales	20,31	
Bonus/Redevances	3,95	
Revenu du capital	0,10	
Profit oil	13,19	
Autres	3,08	
Paiements (financement du budget)		
Solde global; dons non compris (déficit -)	- 58,92	- 66,64
Solde global; dons compris (déficit -)	- 51,55	- 49,83
Tableau des opérations financières de l'Etat (Financement)	#VALEUR!	
Financement	51,55	49,83
Financement intérieur	2,57	2,75
Financement intérieur ajusté (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)	3,28	2,75
Financement bancaire	- 54,73	- 57,49
BCM	- 64,49	- 59,97
(1) BCM (hors cptes div, CAS et y compris cpte courant rapproché)	- 63,78	- 59,97
Compte courant	- 64,48	- 59,97
Compte courant y compris rapprochement	- 63,77	- 59,97
Valeurs à l'encaissement à la BCM et instances du mois à la BCM	- 0,71	
Comptes divisionnaires	-	
Allègements	-	
CAS	-	
Autres	-	
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)		
Encaisses	- 0,01	
Banques commerciales	9,76	2,48
(2) Banques commerciales (hors var CCP dans les banques)	9,76	2,48
Financement par bons du Trésor	6,64	
Obligations cautionnées (traites)	- 0,57	
Variation CCP dans les banques		
Variation comptes de liaison comptables de l'intérieur du pays	3,69	
(3) Financement non-bancaire	- 1,31	5,40
(4) Variation des arriérés intérieurs	- 5,42	
Apurement	-	
Accumulation	- 5,42	
Instances du Trésor	- 5,42	
Apurement		
Accumulation	- 5,42	
Dette croisée et autres engagements de l'Etat		
Apurement		
Accumulation (report 2010)		
(5) Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	66,20	57,64

(6) Autres (amort créance bcm)+ DTS	-	2,17	-	2,80
Prêt OPEP + Privatisations et autres		-	-	2,80
Tirage DTS (oct+nov)+ 1/2 prêt FMA (dec)				
Amortissement (BTF) (op.spec. Nov.)				
Financement extérieur		50,41		47,08
Compte pétrolier (net)	-	4,19	-	3,06
Recettes pétrolières	-	21,48	-	22,11
Contribution du compte pétrolier		17,28		19,05
Autres (net)		54,60		50,14
Emprunts extérieurs (net)		52,98		46,52
Emprunts nouveaux		68,40		65,42
Amortissement	-	15,42	-	18,90
Financement extérieur exceptionnel		3,26		3,62
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries	-	1,64		
Erreurs et omissions (besoin de financement)	-	2,13		0,00
Pour mémoire:				
Pour mémoire:				
Solde du FNRH				
Stock de bons du Trésor auprès des banques				
Avoirs intérieurs au 30 juin 2007				
Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison				
Valeurs à l'encaissement à la BCM et instances du mois à la BCM				
Autres éléments de la PNG (hors CCT et Encaisses)				
Comptes divisionnaires				
CAS				
Autres				
Opérations inexpliquées				
Besoins en Financement				
PIB hors pétrole				
Solde de base hors pétrole (déficit -)/PIB hors pétrole		-1,49%		
Solde global; dons compris (déficit -)/PIB hors pétrole		-3,89%		
Crédit net des autorités monétaires à l'Etat (Variation)	-	34,03		
Solde du compte unique du Trésor (CCT consolidé)		70,12		
Solde du compte courant du Trésor (CCT)		70,12		
Solde du Fonds National des Revenus des Hydrocarbures (en millions USD)		93,26		
Solde du Fonds National des Revenus des Hydrocarbures (en milliards d'UM)		23,03		
Crédit net des banques commerciales à l'Etat		79,51		
Créances (Encours bt (-) obligations cautionnées)		79,51		
Dépôts (CCP)				
Encours des bons du Trésor (BT)		84,82		
Bancaire		56,62		
Non bancaire		28,21		
Obligations cautionnées (OC)		5,31		
**Données en milliards d'Ouguiya sauf indication contraire				
		-2,70%		
		0,00%		

ANNEXE 2 : CLASSIFICATION FONCTIONNELLE.

ANNEE	BENEFICIAIRE	MNT_ORDONNANCE
2012	0101 - Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	18 323 880 082,32
2012	0104 - Recherche fondamentale	537 267 509,00
2012	0106 - Services publics généraux non classés ailleurs	1 478 185 641,00
2012	0101 - Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	174 458 034,00
2012	0102 - Services des affaires financières et budgétaires	13 669 751 779,58
2012	0107 - Opérations au titre de la dette publique	32 179 256 088,86
2012	0103 - Services généraux de l'administration	7 883 229 598,85
	total	74 246 028 733,61
2012	0202 - Défense civile	6 539 933 461,00
2012	0201 - Défense militaire	43 998 336 311,36
	total	50 538 269 772,36
2012	0301 - Services généraux de sécurité publique	7 374 540 142,20
2012	0303 - Services de la justice	3 744 780 212,00
2012	0304 - Prisons	333 651 655,66
2012	0305 - Services de protection contre l'incendie	367 210 998,00
2012	0307 - Ordre et sécurité n.c.a.	12 634 504 766,08
2012	0307 - Ordre et sécurité n.c.a.	107 987 383,00
	total	24 562 675 156,94
2012	0407 - Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	689 700,00
2012	0401 - Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	613 449 296,00
2012	0402 - Développement rural	15 528 350 722,45
2012	0403 - Combustibles et énergie	18 234 525 149,00
2012	0404 - Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	20 233 727 450,15
2012	0405 - Transport	8 707 608 052,75
2012	0406 - Communications	1 494 825 778,72
2012	0407 - Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	1 509 542 395,98
2012	0408 - Affaires concernant la recherche et le développement économique	7 105 944 397,06
	total	73 428 662 942,11
2012	0502 - Gestion des eaux usées	136 250 938,00
2012	0504 - Protection de la biodiversité et de l'environnement	911 816 334,29
2012	0505 - Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	438 328 569,48
2012	0506 - Protection de l'environnement n.c.a.	3 326 609 520,10
	total	4 813 005 361,87
2012	0601 - Développement collectif	1 177 499 873,01
2012	0603 - Approvisionnement en eau	4 392 213 513,27

2012	0606 - Aménagements collectifs et logement n.c.a.	107 763 905,00
	total	5 677 477 291,28
2012	0701 - Affaires générales concernant la santé	8 500 163 893,62
2012	0702 - Produits médicaux, appareillages médicaux et équipements	2 319 627 379,02
2012	0703 - Consultations externes	859 292 244,88
2012	0704 - Services hospitaliers	2 203 471 874,00
2012	0705 - Services concernant la santé publique	501 685 194,00
2012	0706 - Services concernant la prévention et la détection	333 823 944,80
2012	0707 - Recherche et développement dans le domaine de la santé	104 060 090,00
2012	0708 - Affaires concernant la santé n.c.a.	490 519 101,94
	total	15 312 643 722,26
2012	0801 - Services concernant les affaires religieuses	3 960 823 544,76
2012	0802 - Services concernant la culture	1 940 569 022,00
2012	0803 - Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	2 914 616 473,05
2012	0804 - Services concernant les services collectifs	114 727 677,00
2012	0805 - Services concernant les loisirs et le sport	389 487 155,00
	total	9 320 223 871,81
2012	0901 - Enseignement pré primaire et primaire	79 725 385,00
2012	0902 - Enseignement secondaire	29 120 010,00
2012	0904 - Enseignement du troisième degré	217 171 400,00
2012	0905 - Enseignement non défini par le niveau	363 843 543,00
2012	0908 - Enseignement n.c.a.	47 493 124 613,26
	total	48 182 984 951,26
2012	1001 - Affaires générales concernant l'action sociale	37 731 230 420,63
2012	1002 - Prestations sociales	931 454 715,00
2012	1009 - Action et protection sociale n.c.a.	27 520 286 187,00
	total	66 182 971 322,63
2012	1101 - Non Classé	9 786 419 849,00
	total	9 786 419 849,00
TOTAL GENERAL		382 051 362 975,13